

**Assemblée générale**

Distr. générale  
15 juillet 2014  
Français  
Original: anglais

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante-neuvième session,  
(22 avril-1<sup>er</sup> mai 2014)**

**N° 5/2014 (Iraq)**

**Communication adressée au Gouvernement le 16 décembre 2013**

**Concernant: Shawqi Ahmad Omar**

**Le Gouvernement a répondu à la communication le 19 mars 2014**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme, qui a prolongé et précisé le mandat du Groupe de travail dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102, et l'a prolongé d'une période de trois ans par sa résolution 15/18, en date du 30 septembre 2010. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du 26 septembre 2013. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47 et Corr. 1, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans les cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-08402 (F) 170714 180714



\* 1 4 0 8 4 0 2 \*

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

3. L'affaire résumée ci-après a été rapportée au Groupe de travail sur la détention arbitraire.

4. Shawqi Ahmad Omar, né en 1962 au Koweït, de nationalité jordanienne, est devenu citoyen des États-Unis d'Amérique par naturalisation.

5. M. Omar est arrivé en Iraq, venant de la République arabe syrienne avec sa femme, le 3 juin 2004, pour travailler dans le secteur du bâtiment. Vers la fin du mois d'octobre 2004, M. Omar et sa femme ont été arrêtés au domicile de l'oncle de ce dernier, dans le quartier de Zaiyouna, à Bagdad, par la force multinationale conduite par les États-Unis. Il a été détenu dans le centre de détention de Camp Na'ma, près de l'aéroport international de Bagdad, et était accusé d'avoir eu des activités liées au terrorisme. Selon la source, la force multinationale a torturé M. Omar ainsi que sa femme à l'électricité pendant les interrogatoires.

6. La femme de M. Omar a été libérée au bout de seize jours et a ensuite quitté l'Iraq. M. Omar a été détenu sans chef d'accusation ni jugement jusqu'en 2010, moment où son affaire a été transférée à un tribunal pénal iraquien. Le 24 juin 2010, M. Omar a été condamné à quinze ans de prison pour être entré en Iraq illégalement. Selon la source, M. Omar n'a jamais été informé des chefs d'accusation retenus contre lui. M. Omar n'était pas représenté au procès, car ce dernier devait initialement avoir lieu en juillet 2010 et son avocat n'avait pas été informé du changement de la date du procès. En outre, M. Omar pense qu'il y a eu erreur sur son identité, étant donné qu'il a été déclaré coupable sous le nom d'un ressortissant palestinien appelé Shawqi Ahmad Sharif. M. Omar a fait appel de sa condamnation et, en février 2011, la Cour de cassation a ramené la peine à sept ans de prison.

7. Le 15 juillet 2011, M. Omar a été remis aux autorités irakiennes. Selon la source, après sa détention initiale au Camp Na'ma en 2004, M. Omar a été détenu dans divers centres de détention, notamment à Camp Bucca, à Camp Cropper et à la prison d'Abu Ghraib. M. Omar aurait été détenu à Camp Cropper au moment où il a été remis aux autorités irakiennes. Selon la source, M. Omar a fait une grève de la faim entre février et août 2013, pour protester contre sa détention prolongée et contre sa condamnation sous une identité qui n'était pas la sienne. La source présume que M. Omar a été récemment transféré à la prison d'Abu Ghraib et qu'il y est actuellement détenu.

8. La source fait valoir que la détention de M. Omar est arbitraire, car il a été condamné sous une identité qui n'est pas la sienne. À l'appui de son affirmation, la source signale que l'un des coaccusés de M. Omar a signé une déclaration certifiée par le tribunal le 3 juin 2012, après sa libération, indiquant que la force multinationale l'avait torturé afin de le forcer à incriminer M. Omar, qu'il ne connaissait pas, en échange de sa libération. De surcroît, la source déclare que M. Omar aurait dû être libéré en 2011 en tout état de cause, étant donné que l'article 295 du Code de procédure pénale iraquien dispose que le temps passé en détention avant jugement doit être déduit de la peine prononcée. Conformément à cette disposition, M. Omar avait dûment purgé sa peine à la fin d'octobre 2011 et aurait dû être libéré à cette date. La source maintient par conséquent qu'il n'y a pas de fondement légal justifiant la détention de M. Omar et que cette détention est donc arbitraire.

La source affirme également que la détention de M. Omar est arbitraire car il a été détenu sans chef d'accusation et sans jugement pendant plus de cinq ans à partir de son arrestation en octobre 2004. En outre, M. Omar n'a pas eu le temps ni les facilités nécessaires pour préparer sa défense et n'était pas représenté au procès. Selon la source, l'inobservation des normes internationales était contraire au droit de M. Omar à un procès équitable qui est consacré à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La source affirme que la détention de M. Omar est arbitraire, du fait de l'inobservation des normes internationales relatives au droit à un procès équitable.

#### *Communication avec le Gouvernement*

9. Le Groupe de travail a envoyé une communication au Gouvernement iraquien le 16 décembre 2013. Le Groupe a demandé au Gouvernement de fournir des informations détaillées sur la situation actuelle de M. Omar et de préciser les dispositions législatives justifiant son maintien en détention. Le Groupe a également demandé au Gouvernement de donner des détails sur la conformité du procès avec le droit international.

10. Le Gouvernement a répondu le 19 mars 2014 que M. Omar, qui est un ressortissant des États-Unis d'Amérique, avait été condamné à sept ans de prison conformément à l'article 24 de la loi (modifiée) sur le séjour des étrangers, n° 118 de 1978, et que sa peine avait débuté le 24 juin 2010.

11. Le Groupe de travail sait gré au Gouvernement de sa réponse, mais il regrette que cette réponse n'ait comporté aucun détail sur la situation actuelle de M. Omar ni apporté de précision satisfaisante sur les dispositions légales justifiant son maintien en détention et sur la conformité du procès avec le droit international.

#### *Réponse de la source*

12. Le 9 avril 2014, la source a envoyé des observations sur la réponse du Gouvernement. Elle a apporté de nouvelles informations sur les circonstances de l'arrestation de M. Omar et de sa femme le 3 juin 2004 et a relevé que M. Omar avait été détenu sans chef d'accusation ni jugement jusqu'en 2010, lorsque son affaire a été transférée à un tribunal pénal iraquien. Le 24 juin 2010, il a été condamné à quinze ans de prison pour être entré en Iraq illégalement, chef d'accusation qui ne lui avait jamais été mentionné auparavant et qui, selon lui, est fondé sur une erreur d'identité, étant donné qu'il a été condamné sous le nom d'un ressortissant palestinien nommé Shawqi Ahmad Sharif. Son affaire a été jugée en appel et, en février 2011, sa peine a été ramenée par la Cour de cassation à sept ans de prison.

13. La source demeure préoccupée par le fait que M. Omar aurait dû être libéré en 2011 conformément à l'article 295 du Code de procédure pénale iraquien, qui dispose que le temps passé en détention avant jugement doit être déduit de la condamnation finale.

## Délibération

### *Éléments de preuve*

14. Le Groupe de travail regrette que, dans sa réponse, le Gouvernement n'ait pas répondu aux allégations qui lui ont été communiquées. Malgré l'absence de toute information provenant du Gouvernement, excepté la confirmation de la condamnation de M. Omar, le Groupe considère qu'il est en mesure de rendre son avis sur la détention de M. Omar conformément au paragraphe 16 de ses Méthodes de travail.

15. Le Gouvernement n'a pas réfuté les allégations de prime abord crédibles présentées par la source et transmises au Gouvernement. Lorsqu'il est affirmé qu'une personne ne s'est pas vu accorder, par une autorité publique, certaines garanties procédurales auxquelles elle avait droit, la Cour internationale de Justice a conclu que la charge de réfuter ce qu'allègue le requérant incombe à l'autorité publique, parce que celle-ci «est en général à même de démontrer qu'elle a bien suivi les procédures appropriées et respecté les garanties exigées par le droit (...) en produisant des documents qui font la preuve des actes qui ont été accomplis»<sup>1</sup>. Le Comité des droits de l'homme a adopté une approche semblable: la charge de la preuve n'incombe pas uniquement à l'auteur d'une communication, d'autant plus que l'auteur et l'État partie n'ont pas toujours un accès égal aux éléments de preuve et que souvent seul l'État partie dispose des renseignements nécessaires<sup>2</sup>.

### *Historique*

16. M. Omar est détenu depuis le 3 juin 2004. Il a été détenu par la force multinationale dans divers lieux de détention avant d'être transféré aux autorités irakiennes le 15 juillet 2011. N'étant parvenu à aucune conclusion concernant la détention par la force multinationale avant le transfert aux autorités irakiennes, le Groupe de travail rappelle brièvement certains points figurant dans divers jugements rendus par des tribunaux aux États-Unis. En 2004, M. Omar a été qualifié par un jury militaire de «détenu pour des raisons de sécurité» ainsi que de «combattant ennemi dans la guerre contre le terrorisme» qui n'était pas un prisonnier de guerre au sens de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre. En qualité de citoyen des États-Unis, il a réussi à introduire une procédure d'*habeas corpus* devant les tribunaux des États-Unis, et la Cour suprême des États-Unis a conclu, dans l'une des deux affaires regroupées *Munaf v. Geren* (06-1666) et *Geren v. Omar* (07-394), l'affaire *Munaf v. Geren*, 553 U.S. 674 (2008) que le droit d'invoquer l'*habeas corpus* s'étendait aux citoyens des États-Unis détenus à l'étranger par des forces américaines soumises à une chaîne de commandement américaine, même dans le cadre d'une coalition multinationale.

17. Cela n'a pas empêché le transfert de M. Omar aux autorités irakiennes, à ce stade, étant donné que «l'*habeas corpus* n'oblige pas les États-Unis à protéger ce type de fugitif du système de justice pénale du souverain habilité à les poursuivre»<sup>3</sup>. La thèse défendue par le Gouvernement des États-Unis devant les tribunaux du pays était que M. Omar était un terroriste et avait fait partie de réseaux terroristes, et que des armes et des bombes avaient été trouvées à son domicile.

<sup>1</sup> *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)*, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 2010, p. 660 et 661, par. 55; voir également la jurisprudence constante du Groupe de travail, par exemple l'avis n° 57/2013 (Djibouti, Suède et les États-Unis d'Amérique).

<sup>2</sup> Voir, par exemple, Comité des droits de l'homme, *Butovenko c. Ukraine*, communication n° 1412/2005, par. 7.3; *Medjnoune c. Algérie*, communication n° 1297/2004, par. 8.3; *Conteris c. Uruguay*, communication n° 139/1983, par. 7.2; et *Bleier c. Uruguay*, communication n° 30/1978, par. 13.3.

<sup>3</sup> *Munaf v. Geren*.

18. Le Groupe de travail renvoie à son avis n° 57/2013 (Djibouti, Suède et États-Unis d'Amérique)<sup>4</sup>, dans lequel il a rappelé que, dans sa jurisprudence, ses délibérations, ses avis juridiques, ses rapports de mission dans des pays et ses rapports annuels au Conseil des droits de l'homme, il avait examiné les questions concernant les arrestations et la détention à l'étranger ainsi que le procès de personnes suspectées de terrorisme; ces questions ont notamment été examinées dans l'étude conjointe de 2010 sur les pratiques mondiales concernant le recours à la détention secrète dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, étude engagée conjointement par quatre rapporteurs spéciaux et groupes de travail des Nations Unies, notamment le Groupe de travail sur la détention arbitraire<sup>5</sup>. Comme il l'a indiqué dans son avis n° 57/2013, le Groupe de travail souligne que les États-Unis demeurent responsables en droit international et en droit international des droits de l'homme des actes de leurs agents sur un territoire étranger.

*Détention par les autorités irakiennes*

19. Le présent avis concerne la détention de M. Omar par les autorités irakiennes. Dans sa réponse, le Gouvernement confirme que M. Omar a été condamné à une peine de sept ans pour être entré dans le pays illégalement, en vertu de l'article 24 de la loi modifiée sur le séjour des étrangers n° 118 de 1978. L'article 24 dispose ce qui suit: «Quiconque enfreint les dispositions de l'un des articles 3, 8 ou 20 de la présente loi sera puni d'une peine de prison à vie ou d'une peine de prison à temps, ainsi que par la confiscation des biens en sa possession.». L'article 3 interdit l'entrée dans le pays pour divers motifs, notamment le fait de ne pas détenir de passeport ou de ne pas avoir rempli de formulaire d'arrivée.

20. En ce qui concerne la criminalisation de l'entrée et du séjour irréguliers dans un pays, le Groupe de travail a, dans sa jurisprudence constante<sup>6</sup> et dans de nombreux rapports<sup>7</sup>, exprimé l'avis que la criminalisation de la migration irrégulière va au-delà des intérêts légitimes des États de protéger leur territoire et de réguler les flux migratoires clandestins<sup>8</sup>. Le Groupe a également montré que les peines infligées pour non-respect des formalités d'entrée dans un pays peuvent faire l'objet d'un réexamen en droit international<sup>9</sup>. Le réexamen est un point particulièrement préoccupant, et les sanctions disproportionnées sont contraires au droit international. L'article 24 de la loi modifiée sur le séjour des étrangers est clairement disproportionné et contrevient au droit international.

21. De plus, la présente affaire fait apparaître de sérieuses violations de la procédure, notamment le fait que M. Omar n'a pas eu accès à un conseil pendant sa détention par les autorités irakiennes, ni pour préparer son procès ni pour être représenté à son procès. Cela constitue une violation de son droit à un procès équitable, qui est garanti à l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Gouvernement n'a pas contesté les allégations selon lesquelles M. Omar avait été déclaré coupable et condamné à une peine d'emprisonnement

<sup>4</sup> A/HRC/WGAD/2013/57.

<sup>5</sup> Étude conjointe sur les pratiques mondiales concernant le recours à la détention secrète dans le contexte de la lutte contre le terrorisme présentée par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Martin Scheinin; le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Manfred Nowak; le Groupe de travail sur la détention arbitraire représenté par sa Vice-Présidente, Shaheen Sardar Ali; et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires représenté par son Président, Jeremy Sarkin (A/HRC/13/42 du 19 février 2010).

<sup>6</sup> Voir, par exemple, les avis n°s 43/2012 (Iraq), 55/2011 (Liban) et 56/2011 (Liban).

<sup>7</sup> A/HRC/10/21, par. 65 à 68, et A/HRC/13/30, par. 54 à 65.

<sup>8</sup> A/HRC/13/30, par. 58.

<sup>9</sup> Voir, par exemple, A/HRC/10/21, par. 65 et A/HRC/13/30, par. 55.

rigoureuse et disproportionnée, après un procès sommaire au cours duquel n'ont pas été respectées les garanties de procédure conformément au droit international. Le Groupe de travail conclut que le non-respect du droit de M. Omar à un procès équitable en l'espèce est d'une gravité telle qu'il confère à la privation de liberté un caractère arbitraire. La détention de M. Omar relève clairement de la catégorie III des catégories applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

22. Le Groupe de travail partage les préoccupations exprimées par des organisations de la société civile devant le grand nombre de cas individuels de détention sans chef d'accusation ni jugement observés en Iraq, souvent pendant des périodes prolongées. Les détenus ont souvent fait l'objet d'une disparition forcée, ont été torturés et ont subi de mauvais traitements en détention. Ces préoccupations ont été portées à la connaissance du Gouvernement iraquien au cours des dernières années et sont restées sans réponse. Le Groupe de travail regrette que ses procédures, qui reposent sur la coopération des États, n'aient pas permis de recueillir davantage d'informations sur la situation de M. Omar après son transfert aux autorités irakiennes.

#### **Avis et recommandations**

23. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail sur la détention arbitraire rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Omar est contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

24. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement iraquien de remédier à la situation de M. Omar de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

25. Compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, la réparation appropriée consisterait à libérer immédiatement M. Omar et à lui accorder un droit à réparation qu'il pourra faire valoir en justice, conformément au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'obligation d'accorder à M. Omar une réparation pour les violations de ses droits incombe à l'État partie et l'intéressé devrait pouvoir faire valoir ce droit devant les tribunaux nationaux.

26. Compte tenu des allégations de torture et de mauvais traitements formulées, le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour suite à donner.

*[Adoptée le 23 avril 2014]*